

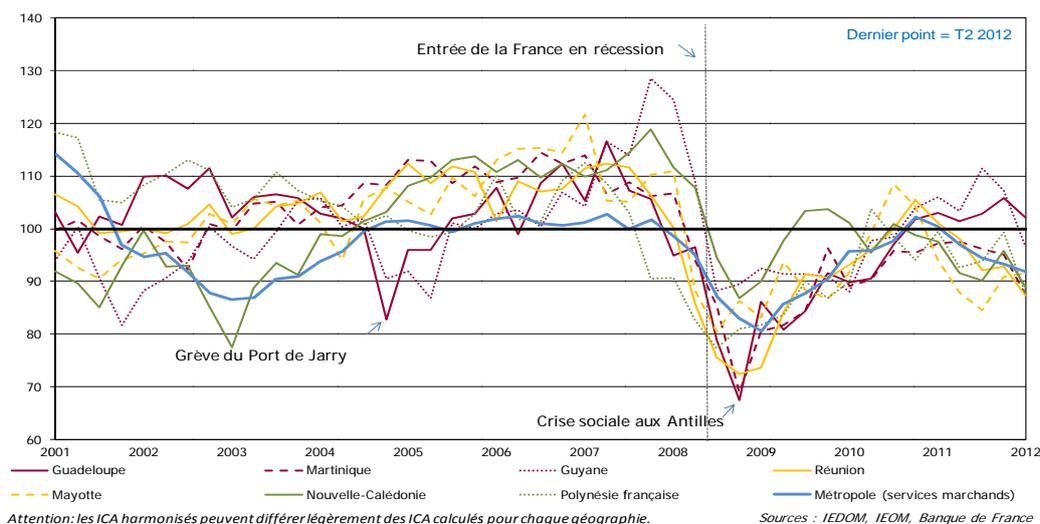
Conjoncture Outre-mer 2^e trimestre 2012

RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ

La timide reprise s'essouffle et l'activité est maintenant en retrait dans l'ensemble de l'outre-mer français. La consommation, qui avait jusqu'ici soutenu l'activité, marque le pas sans que l'investissement prenne le relai. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade dans toutes les géographies et se situe maintenant en deçà de sa moyenne de longue période, sauf à la Guadeloupe où il résiste encore un peu.

Si elles restent mesurées, les prévisions d'activités sont moins uniformément dégradées. Une légère amélioration de la conjoncture est attendue à la Guadeloupe, en Guyane et, dans une moindre mesure, à La Réunion. Elle devrait en revanche se stabiliser à Mayotte et continuer de se dégrader dans les autres géographies, notamment en Polynésie française où les difficultés persistent.

Indicateur du climat des affaires
(100 = Moyenne de longue période)



TENDANCES

NOUVEAUX RISQUES SUR LA REPRISE MONDIALE

Dans un contexte d'incertitudes toujours fortes, la reprise de l'économie mondiale montre de nouveaux signes de faiblesse.

La croissance de l'économie américaine ralentit au deuxième trimestre (+0,4 % par rapport au trimestre précédent après +0,5 %), les exportations étant affectées par l'essoufflement de la demande adressée par la zone euro alors que la demande intérieure pâtit du désendettement des ménages américains. La croissance marque également le pas dans différents pays émergents, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde, en raison de la poursuite de la dégradation de l'environnement international, du resserrement de leurs politiques monétaires et d'une moindre confiance des investisseurs internationaux.

La crise de la dette souveraine continue de se propager. Les PIB de la zone euro et de l'UE27 reculent de 0,2 % au deuxième trimestre de 2012 par rapport au trimestre précédent, après une stagnation au premier trimestre. Cette baisse touche particulièrement les pays du Sud de l'Europe, mais également quelques pays du Nord comme la Belgique (-0,6 %) et la Finlande (-1 %). La progression du chômage (11,2 % en juin 2012) devrait se poursuivre en lien avec la baisse de la production industrielle de la zone euro (-2,1 % en glissement annuel en juin 2012). Les analystes anticipent la poursuite de la contraction de l'activité au prochain trimestre qui provoquerait l'entrée de la zone euro en récession. Lors de sa réunion du 6 septembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés.

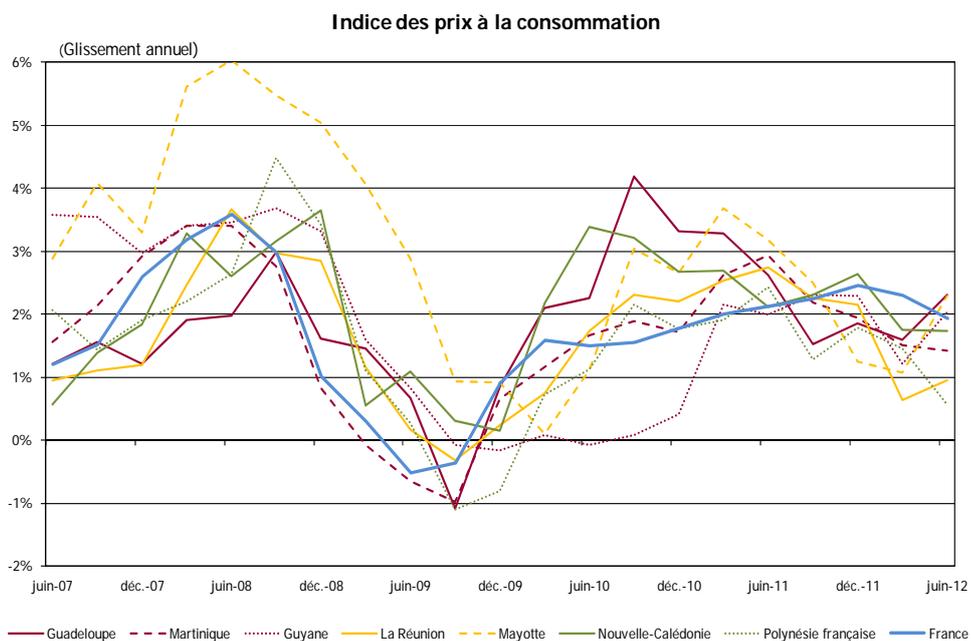
En France, la croissance du PIB est restée nulle pour le troisième trimestre consécutif.

UNE HAUSSE DES PRIX TOUJOURS CONTENUE

Le ralentissement à l'œuvre depuis trois trimestres s'interrompt. Alors qu'elle avait atteint son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2010, la hausse des prix accélère légèrement, tout en restant contenue. Le glissement annuel à fin juin pour l'ensemble des DCOM atteint +1,4 % après +1,2 % au trimestre précédent. Ce mouvement est imputable à l'évolution des prix dans les DOM (+1,5 % après +1,1 % au 1^{er} trimestre) tandis que le repli est toujours à l'œuvre dans les COM (+1,1 % après +1,6 %).

Si la hausse des prix dans les DOM accélère, elle reste contenue et en deçà de celle de la France (+1,9 %). Elle s'explique principalement par la hausse des prix alimentaires et des transports. La situation est contrastée suivant les géographies. Alors que les prix s'apprécient à des rythmes plus élevés en Guadeloupe (+2,3 %), Guyane (+2 %) et Mayotte (+2,3 %), ils augmentent de manière plus mesurée à la Martinique (+1,4 %) et à La Réunion (+0,9 %).

Le ralentissement des prix se poursuit dans les collectivités du Pacifique sous l'effet de leur évolution en Polynésie française (+0,6 % après +1,5 % au 1^{er} trimestre). La hausse reste à 1,7 % en Nouvelle-Calédonie où, dans le cadre du plan global de lutte contre la vie chère, le Gouvernement a fixé, ce trimestre, les marges de produits de grande consommation et de prestations de service.



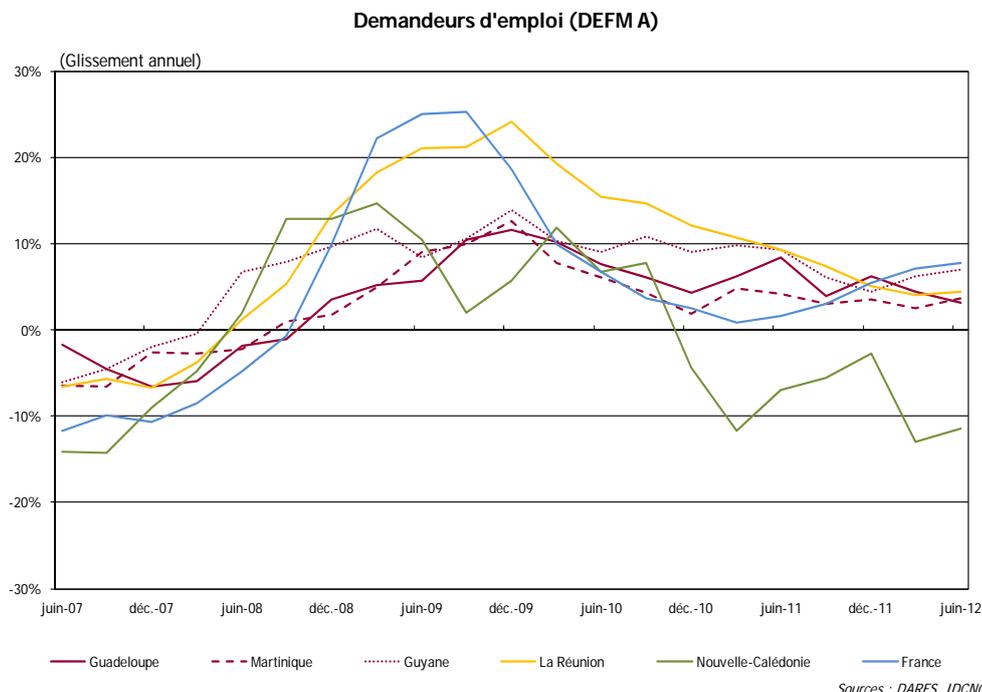
UNE POURSUITE DE LA DÉTÉRIORATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La situation sur le marché du travail continue à se dégrader.

Dans les DOM, la progression accélère légèrement (+1 % après +0,8 % au 1^{er} trimestre).

Si le rythme de progression annuelle est partout inférieur à celui enregistré il y a un an, les évolutions sur le trimestre sont différentes : accélération à la Martinique et à La Réunion, progression contenue à la Guadeloupe, décélération en Guyane mais la progression reste la plus élevée.

Dans les collectivités du Pacifique la situation du marché du travail se détériore également. En Nouvelle-Calédonie le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 4 % en lien avec la fin de la construction de l'usine du Nord mais reste en repli sur l'année. L'emploi salarié en Polynésie française reste en retrait, même si on enregistre une amélioration dans les secteurs de l'hôtellerie et du commerce.



LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : essoufflement de l'activité

L'indicateur du climat des affaires fléchit, rompant avec la tendance haussière de ces six derniers mois. Il demeure très légèrement au dessus de son niveau moyen de longue période. Cette diminution s'explique par l'appréciation portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre passé. L'activité, en particulier, est jugée atone et la trésorerie se dégrade.

La consommation des ménages marque le pas. Dans un contexte toujours marqué par l'incertitude, les intentions d'investissement sont en retrait comme depuis fin 2008 et restent orientées vers le maintien des outils de production. Les importations se replient sous l'effet du fléchissement de la demande et les exportations de produits agroalimentaires reculent.

L'activité s'essouffle dans la plupart des secteurs : les entreprises du commerce pâtissent du manque de vigueur de la consommation et les secteurs clés du tourisme et du BTP font état d'une situation morose. Les prévisions des professionnels sont néanmoins majoritairement positives, traduisant des anticipations de redressement pour les prochains mois.

Martinique : dégradation sensible du climat des affaires

L'évolution de l'indicateur du climat des affaires traduit une dégradation de la conjoncture. Il se replie sensiblement pour s'établir à 85, soit le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2010, bien en deçà de sa moyenne de longue période. Cette dégradation est en lien avec la baisse de l'activité observée par les chefs d'entreprises, mais surtout avec les anticipations à la baisse pour le trimestre à venir.

La consommation des ménages est fragile compte tenu notamment de la conjoncture incertaine. Les investissements se replient et cette tendance devrait se poursuivre.

Ce recul de l'activité touche l'ensemble des secteurs et les prévisions laissent entrevoir une nouvelle dégradation.

Guyane : repli de l'activité

L'indicateur du climat des affaires poursuit son repli et passe en deçà de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis cinq trimestres. Cette forte baisse s'explique à la fois par une activité passée mal orientée et par des anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir sauf sur leur activité.

La consommation des ménages manque de vigueur mais l'investissement enregistre quelques signes de redressement.

La dégradation de l'activité affecte un grand nombre de secteurs à l'exception de l'agriculture, de l'industrie et des services qui restent bien orientées.

Dans ce contexte plutôt morose, les prévisions d'activité pour le troisième trimestre font cependant état d'une légère amélioration tandis que les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise sont moins dynamiques.

La Réunion : un ralentissement de la demande intérieure qui pèse sur l'activité

L'activité économique se dégrade, en dépit des anticipations favorables formulées le trimestre dernier. L'indicateur du climat des affaires est en repli et s'établit désormais à 15 points en deçà de sa moyenne de longue période.

Alors qu'elle était dynamique depuis fin 2011, la consommation des ménages s'enraye ce trimestre. Le manque de confiance des entrepreneurs annihile les quelques signes de redressement de l'investissement observés le trimestre dernier. Les importations décèlent sous l'effet du ralentissement de la demande intérieure, tandis que les exportations poursuivent leur progression.

L'ensemble des secteurs de l'enquête sont touchés par cet affaiblissement, à l'exception du secteur primaire.

Les professionnels anticipent une activité moins défavorable, bien qu'encore dégradée, pour le troisième trimestre.

Mayotte : des difficultés économiques persistantes

L'économie mahoraise peine à se redresser. L'indicateur du climat des affaires, quasiment stable par rapport au trimestre précédent, reste largement en dessous de sa moyenne de longue période.

Le climat social est toujours tendu et des menaces de mouvements sociaux, notamment les revendications relatives à la vie chère et à l'égalité sociale, planent constamment sur plusieurs secteurs. Dans ce contexte, les principaux indicateurs économiques sont en recul. La consommation des ménages se dégrade tandis que l'investissement des entreprises reste freiné par une faible visibilité sur la relance de l'activité et les opportunités d'affaires.

Les principaux secteurs (BTP, Commerce, Services marchands et Tourisme) sont atones et caractérisés par un faible niveau d'activité. Cette situation se traduit par des tensions sur la trésorerie des entreprises qui n'envisagent pas à court terme d'augmenter leurs effectifs. Même si les chefs d'entreprise ne bénéficient pas d'une visibilité assez forte pour prévoir une véritable reprise à court terme, ils anticipent un arrêt de la baisse d'activité au prochain trimestre.

Saint-Pierre-et-Miquelon : progression saisonnière de l'activité

La conjoncture économique de l'archipel présente des signes d'amélioration essentiellement saisonnière.

La demande des ménages est bien orientée tandis que la hausse de l'investissement des entreprises est principalement due à la reprise de l'activité du BTP au printemps.

Malgré l'augmentation des produits bruts importés, les importations totales sont en baisse par rapport à l'année précédente.

Outre le secteur du BTP, l'activité halieutique connaît une amélioration, le volume des prises affichant une progression marquée ce trimestre. En revanche le secteur du tourisme enregistre un recul du nombre d'entrées de visiteurs. Toutefois les bons chiffres de juin semblent anticiper des résultats satisfaisants pour la saison estivale.

Nouvelle-Calédonie : un nouveau repli du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires se détériore à nouveau après le redressement constaté au trimestre précédent. Il est maintenant très en deçà de sa moyenne de longue période (-12 points). Cette évolution s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé et des perspectives en retrait.

La consommation des ménages est incertaine et l'investissement des entreprises s'infléchit, après un début d'année prometteur.

Les évolutions sectorielles reflètent cette morosité, affectées par des facteurs techniques mais également par un certain attentisme des agents économiques en période électorale. La production de nickel est pénalisée par les difficultés rencontrées par l'usine du Sud. Le secteur touristique pâtit d'une baisse de fréquentation et la confirmation de l'arrêt de la desserte de la Nouvelle-Calédonie depuis La Réunion pèse sur le moral des professionnels. Enfin, le repli d'activité se confirme pour le secteur du BTP, dans l'attente de la concrétisation des nouveaux chantiers.

L'activité devrait rester en retrait au prochain trimestre. Le climat d'incertitude se traduit par une dégradation des prévisions d'investissement.

Polynésie française : rechute du climat des affaires

Après deux trimestres d'amélioration, l'indicateur du climat des affaires se dégrade. Il se situe désormais très en dessous de sa moyenne de longue période, à 86,4 points. Ce repli tient tant à la situation passée qu'aux prévisions.

La consommation des ménages conserve une orientation défavorable et les investissements sont toujours limités.

Le ralentissement de l'activité reste très marqué dans le secteur du commerce et du BTP. En revanche, le secteur du tourisme affiche de bonnes performances.

Aucune reprise d'activité n'est envisagée au prochain trimestre, hormis dans le secteur du tourisme, et les prévisions d'investissement des entreprises sont revues à la baisse pour les 12 prochains mois.

Wallis-et-Futuna : ralentissement de l'activité économique

L'activité économique faiblit, après un premier trimestre bien orienté.

La consommation des ménages est moins dynamique et l'on constate une montée des signes de vulnérabilité financière. L'investissement fléchit, avec un encours des crédits d'investissement au plus bas niveau de ces cinq dernières années.

L'activité dans le secteur du BTP est soutenue avec, en particulier, la poursuite de la construction de la salle omnisport de Kafika, principale infrastructure des prochains mini-jeux du Pacifique en 2013. D'autres aménagements en vue des jeux sont prévus et devraient encore mobiliser les entreprises.